Respect des horaires sur la boutique.

Les conditions ci-dessous sont pas négociables, et doivent être respectées scrupuleusement par tous.

Il va de soi que vous devez refuser d'effectuer un horaire qui ne respecterait pas la loi.

Pour une journée :

Pas plus de 10h par jour.

Pas plus de 6h sans pause d'au moins 1/2 heure.

Pas de journée de moins de 5h.

Pour les jours fériés :

Pas de journée continue de 7 ou 8h, ou plus, sans pause réelle pour le repas.

Si la journée n'excède pas 10h, et vous avez l'autorisation de fermer 1h pour prendre un repas à l'extérieur : c'est possible.

Si vous ne pouvez pas fermer ce jour-là pour le repas, **vous devez être 2** pour faire la journée.

Il est donc strictement interdit de travailler 7h de suite afin de partir 1h plus tôt sans respecter la pause obligatoire.

Pour une semaine :

Le total des heures normales est de 36 heures : 36^{ème} heure récupérable tous les deux mois par 1 JRTT (6 au total par an).

On vous laisse le choix des dates pour 3, pensez à nous prévenir assez tôt ! Planifiez-les avec votre RU qui nous les communiquera.

Les heures supplémentaires, uniquement déclenchées par l'AC ou le DR, doivent respecter les règles ci-dessus précisées.

Le maximum autorisé par semaine sans autorisation de l'inspection du travail est de 48 h, en respectant scrupuleusement ce qui a été décrit ci-dessus.

En fin de mois, vous devez nous retourner les feuilles de « relevé mensuel des heures travaillées » que vous avez effectuées.

En cas d'urgence (un arrêt non prévu), **le premier à prévenir est votre RU** pour organiser le planning immédiat et faire face aux obligations du Centre Commercial.

Le RU doit avoir la capacité à organiser en premier secours son équipe en respectant les règles ci-dessus.

Ensuite l'AC prend le relais, quand il est prévenu.

Si le RU est absent, vous prévenez l'AC ou le DR pour vous aider.

La semaine peut être réalisée en 6 X 6h. La Direction peut vous demander de réaliser jusqu'à 16 semaines en 6 X 6h dans une année civile. Au-delà de ces 16 semaines, **l'accord écrit** des opérateurs concernés est obligatoire, et **ne peut en aucun cas être imposé**.